

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 12 MARS 1980 - No 49 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

LES POLLUEURS FRAPPENT A NOUVEAU LA BRETAGNE

La marée noire s'étend sur des kilomètres de côtes, endommageant gravement l'un des plus beaux sites breton

Après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, la dernière marée noire qui a frappé la Bretagne, le ronron tranquille du pouvoir plus occupé à mâter les manifestations populaires de protestation qu'à faire en sorte que de tels drames ne puissent se reproduire, donne pour l'avenir de vives inquiétudes à tous ceux qui, gens de mer, scientifiques, écologistes, avaient à cœur le maintien de l'équilibre et de l'intégrité du milieu marin. La retraite dorée qui avait «frappé» le préfet du Finistère, la mutation du directeur de l'équipement, la mise en place de moyens de surveillance du trafic maritime sans portée réelle et sans rechercher les causes profondes qui avaient rendu possible la marée noire, l'insolente impunité où se prélassent encore les trusts capitalistes Shell et Amoco, tout cela laisse présager ce qui aujourd'hui, une fois de plus inquiète la Bretagne.



Vendredi 6 mars, 6 h 35, Le Tanio, pétrolier malgache (39 hommes d'équipage, 27 500 tonnes de fuel lourd à bord) lance un message de détresse. Le navire lancé depuis 21 ans (c'est beaucoup pour un pétrolier) avait été entièrement révisé l'an dernier à la Spezia en Italie. La tempête qui soufflait à 90 km/h provoquant des creux de 16 mètres, a eu raison du Tanio qui s'est brisé en deux, libérant aussitôt plus de 3 000 tonnes de fuel, à 50 kms dans le nord de l'île de Batz. 31 des membres de l'équipage ont été sauvés, 4 autres sont morts, 4 sont portés disparus. A 16 h 55, la partie avant du pétrolier, celle qui contient le plus de pétrole, sombre par 90 m de fond. L'autre partie a été prise en remorque dans la matinée de samedi. D'importantes nappes de pétrole ont touché les îles anglo-normandes et les côtes du nord de la Bretagne, atteignant dès lors, la côte de Trégastel, Trébeurden près de Lanion.

groupes capitalistes dans cette affaire tant les intérêts se croisent et s'emmêlent. Qu'on en juge plutôt : le navire appartient à la compagnie malgache de transport (où sont associés l'Etat malgache, la Socatra compagnie d'armement liée au groupe Worms et la compagnie navale Worms). C'est le groupe ELF qui l'affrète en 1979 pour le sous-affréter ensuite à la société «Petrol and Oil Trading», filiale de la compagnie britannique Peninsular and Oriental. Ajoutons encore que la gérance technique du navire était à la charge de la Société Française de Transports Pétroliers, et que la gestion de l'équipage était assurée conjointement par la Socatra et la Compagnie Navale Worms. On peut constater que dans un tel imbroglio, toute éventuelle action juridique s'enlisera.

Une fois de plus, il est difficile de discerner les responsabilités des divers

Suite page 3

Chelles : succès de la manifestation contre l'agression raciste fasciste de jeudi dernier

«Le racisme, on sait où ça va si on laisse faire»

Discussion avec des lycéens

Lire page 3

Erythréens en France : Le droit au statut de réfugié politique

Le statut de réfugié politique est refusé à la majorité des Erythréens se trouvant en France, alors qu'il est accordé aux ressortissants d'autres pays (notamment du sud-est asiatique) qui subissent un sort analogue, pourquoi ? C'est pour alerter l'opinion publique sur cette question que le «Comité de soutien à la lutte de libération du peuple Erythréen» organisait lundi à Paris une conférence de presse, en présence de Nafi Kurdi représentant du FPPE en France.

Lire page 6

Plogoff - Cap-Sizun : une semaine qui s'annonce riche en événement

Lire page 4

LE MOUVEMENT DE GREVE DES INSTITUTEURS SE DEVELOPPE

- Grèves dans une quarantaine de départements contre les fermetures de classes
- Manifestation mardi 11 à Paris, 14h30 place de la république

Lire en page 7 l'interview d'une institutrice

Contre les suppressions de classes et de postes Un pas vers l'unité enseignants-élèves

Table ronde professeurs-élèves en grève du lycée et collège Joliot-Curie à Nanterre

De notre correspondant

Une manifestation départementale, à l'appel du SNES, du SNI-92, du SGEN et de la Fédération Cornec des parents d'élèves a rassemblé à peu près deux mille personnes dans les rues de Nanterre ce samedi matin 8 mars, sur les objectifs suivants : refus des suppressions de classes dans le primaire, refus des suppressions de postes dans le secondaire, opposition à la politique d'austérité dans l'enseignement.

A l'issue de cette manifestation, un correspondant du *Quotidien du Peuple* a demandé à quelques élèves et professeurs, parmi les plus actifs du lycée Joliot-Curie s'ils acceptaient une interview, sous forme de table-ronde, sur leur lutte. Ceci dans un double but : dresser ensemble, profs et élèves, un premier bilan d'une lutte plus qu'intéressante ; et, à travers la publication de ce témoignage dans la presse, contribuer à populariser leur grève, dans un contexte où tout ne leur est pas favorable. Un mot sur la situation à Joliot-Curie : les élèves sont en « grève perlée » depuis le 19 février, et les professeurs en grève reconductible depuis le 7 mars.

Ont donc participé à cette table-ronde neuf personnes : cinq professeurs (SGEN, SNES, SNI-PEGC et non-syndiqués) et quatre élèves de seconde, première et terminale.

DU CÔTÉ DES PROFESSEURS

► Les causes du mouvement ?

Il nous faut distinguer d'abord les causes locales, telles qu'elles sont évoquées dans le tract distribué à la manifestation de samedi 8 mars au matin, tract issu d'une assemblée générale de 35 personnes. Il s'agit de « protester contre des suppressions de classes et de postes. 1) quatre classes supprimées pour la rentrée

— au collège : une 6e, une 5e, une 3e.

— au lycée : une 2de AB

2) quatre postes d'enseignants : — au collège : un poste PEGC lettres-histoires-géographie. Un poste d'anglais.

— au lycée : Un poste de mathématiques, un poste d'anglais ».

Mais, au niveau des causes générales, il faut voir que « les suppressions de classes et de personnels s'inscrivent dans la vaste entreprise de redéploiement du ministère de l'Éducation : il s'agit d'économiser, de rationaliser la gestion. En réalité, le redéploiement n'est qu'un aspect de la politique actuelle en matière d'éducation : il s'agit de répondre aux vœux du patronat qui a besoin pour faire face à la crise économique d'une main-d'œuvre formée, donc plus docile et qui accepte plus facilement les changements successifs d'emplois et le chômage ».

Et surtout, les professeurs ont insisté sur le fait qu'une action au niveau local ne peut freiner la politique de grignotage des postes du pouvoir. Donc, les enseignants décidèrent d'élargir le plus possible l'action, car l'enveloppe globale des postes sur les Hauts-de-Seine reste la même ; par conséquent, même s'ils gagnent les quatre postes, cela risque de « déshabiller Pierre pour habiller Paul » et ces postes seront pris à d'autres collèges dans d'autres établissements. Un exemple concret ? Régulièrement, au CES des Petits Ponts à Clamart, des postes sont supprimés (sept il y a deux ans, sept l'an dernier, cinq cette année !)

► Quels moyens pour cette lutte ?

Au niveau du lycée, les professeurs ont opté pour la grève reconductible. Cette grève, commencée vendredi 7 mars est considérée comme le dernier moyen car les démarches traditionnelles qui ont été faites (démarches

auprès des élus, de l'inspection académique, etc.) n'aboutissent à rien, sinon à prouver un peu plus le mépris de l'inspection pour les professeurs en lutte.

► Où en est donc l'unité syndicale ?

A la base, elle est assez large, mais elle rencontre tout de même des problèmes. Au niveau des appareils, n'en parlons pas... Ainsi, la grève est appuyée par la section SGEN dans son ensemble ; au niveau du SNES, il y a malheureusement divergences sur l'analyse et donc division sur les modalités d'action. Cependant, sur dix-huit membres du SNES présents, onze ont voté pour le principe d'une grève reconductible. D'autre part, un phénomène important à noter est la forte proportion de non-syndiqués ou ex-syndiqués parmi les professeurs les plus actifs. Le SNALC quant à lui appelle aussi à la grève à partir de lundi. Les professeurs espèrent être lundi au moins soixante dans la lutte.

► En conclusion quelles perspectives ?

Pour les professeurs, le mouvement en est à peine à ses débuts. Le problème est que c'est seulement en comptant sur leurs uniques forces que les professeurs popularisent leur lutte. Ainsi, à partir de lundi, il y aura :

Prise de contact avec d'autres établissements du 92.

Prise de contact avec la presse (ceci en est le premier acte...)

Et surtout, prise de contact déjà effectuée avec le mouvement des instituteurs sur Paris, car il ne faut pas se laisser enfermer dans son seul secteur. Il faut au contraire globaliser au niveau de tout le système éducatif : enseignants du primaire et du secondaire, évidemment élèves, mais aussi surveillants, étudiants en lutte, etc.

DU CÔTÉ DES ÉLÈVES,

► Les causes du mouvement ?

Ce qui est tout d'abord en cause, ce sont les mauvaises conditions de travail, et leur possible aggravation : les classes étant déjà chargées, on cherche à imposer de nouvelles suppressions de postes de professeurs.

— Ensuite, il y a la question de la sélection accrue à l'entrée



dans les 1er et 2e cycles. Sélection qui ne peut que s'accroître par la suppression de classes...

— Enfin, prend place l'aggravation des conditions de vie dans le lycée : discipline de plus en plus ferme (portes fermées systématiquement cinq minutes après la sonnerie, surveillance accrue). Plus de foyer socio-éducatif et donc suppression de toute vie sociale au lycée. 10 % quasi-supprimés ou qui se réduisent à 1 %. Conditions de sécurité peu respectées (issues fermées en cas d'incendie, portes coupe-feu inefficaces, etc.)

► Les actions déjà menées ?

Le mouvement lycéen est bien antérieur au mouvement des professeurs. Dès la rentrée de février, le mardi 19, des élèves ont décidé, sur la base des revendications ci-dessus, d'établir des pétitions à faire signer par les élèves, professeurs et parents. Ces pétitions ont eu pour principal mérite de permettre des prises de contact, mais ont tout de même recueilli jusqu'à présent 1 350 signatures.

A partir de là, a commencé un mouvement de « grève perlée », ponctuée d'assemblées générales (qu ont, suivant les jours, rassemblé de 80 à 300 personnes). Il y a eu aussi des descentes d'information sur les autres lycées du 92 sans malheureusement beaucoup de résultats concrets.

Au milieu de cela, jeudi 28 février a été un temps fort : journée de grève avec manifestation. Manifestation totalement organisée par les lycéens le matin (banderoles, SO, etc.) a réuni l'après-midi 400 personnes, du lycée à la préfecture en passant par les autres bahuts. Une délégation s'est alors formée, mais n'a pas été reçue sous le prétexte « les profs sont vos porteparoles, nous ne nous adresserons qu'à eux... ». Il est à noter que des conseillers municipaux de Nanterre ont participé à cette manifestation, sans pour autant chercher à en prendre la tête. Les leçons du passé ont été retenues...

Les lycéens ont de nouveau appelé à la grève pour le vendredi 7 mars ; des animations ont

été menées : jeux, débats, chansons, en bref, les lycéens ont essayé par eux-mêmes de pallier l'absence de vie sociale dans le lycée. Et ce n'est pas tout : lundi 10 et mardi 11, d'autres animations sont envisagées : montages-diapos sur divers sujets, films super-8, etc.

► Mais comment tout cela fonctionne-t-il ?

Il y a un petit noyau d'animation informel, qui n'est pas un comité de lutte « officiel ». C'est plutôt une force de propositions alors que l'assemblée générale est souveraine. Cependant, malgré — ou peut-être même à cause de — la méfiance contre les « organisations », on éprouve la nécessité de créer une structure, pour des raisons d'efficacité et de coordination. Ce sera peut-être une prochaine étape, c'est en discussion.

QUELLE UNION ENTRE LES PROFESSEURS ET LES ÉLÈVES ?

► Où en est cette union ?

Pendant longtemps, le soutien a été officieux de la part de certains professeurs : individuellement, ils ont refusé de porter absents les élèves grévistes ou en assemblées générales. Il est à noter que l'administration a adressé des reproches à ces profs et est même allée jusqu'aux menaces : ainsi, on a vu affiché dans la salle des professeurs un avis disant que tout professeur participant à une assemblée générale serait considéré comme en « faute professionnelle grave ». Le premier pas de cette unité a été franchi ce matin dans la manifestation à la préfecture de Nanterre, avec un défilé commun ou presque entre profs et élèves grévistes. Cette table-ronde est une suite logique de ce premier pas.

Il faut tout de même déplorer que, s'il y a eu des discussions individuelles, il n'y ait pas eu beaucoup de démarches collectives de la part des professeurs, même les plus motivés, vers cette unité d'action. Les élèves cependant allaient d'eux-mêmes

aux réunions syndicales pour y exposer leurs buts et les moyens de leurs actions, mais sans savoir ce que les profs allaient décider. Le premier résultat concret de cette division du début a été la manifestation lycéenne du 28 février où les élèves étaient seuls, sans même une délégation de soutien des professeurs... Heureusement, les choses ont évolué...

► Pourquoi cette union est-elle souhaitable ?

Tout d'abord parce que plus on est nombreux dans l'unité plus le rapport de force est favorable.

D'autre part, pour les lycéens, par rapport à leurs parents et à l'administration, cela donne une image plus « responsable » au mouvement, et ces derniers mettent moins de bâtons dans les roues.

Enfin et surtout, parce que, finalement, les objectifs immédiats sont quasiment les mêmes : si les suppressions ont lieu, les conditions de travail des professeurs et les conditions d'étude des élèves seront encore pires.

► Quelles conclusions peut-on tirer de ce bilan à mi-course ?

Il faut d'abord noter que sur Joliot-Curie, deux mouvements ont pris forme : un mouvement des élèves depuis le 19 février. D'autre part, le mouvement de grève des professeurs qui a commencé vendredi 7 mars.

Il nous semble important que chacun prenne en charge ses revendications spécifiques. En effet, il faut garder l'autonomie des deux mouvements surtout celui des élèves, pour éviter même dans le domaine de la « contestation » une nouvelle direction des professeurs sur les élèves. Mais en préservant cette autonomie, il faut absolument assurer la coordination sur les objectifs qui sont communs.

C'est à cette condition que l'unité permettra aux deux luttes de s'épauler de s'étendre pour faire plier le ministère de l'Éducation Nationale et l'inspection académique.

Chelles : succès de la manifestation contre l'agression raciste fasciste de jeudi dernier

« Le racisme, on sait ou ça va si on laisse faire »

Discussion avec des lycéens

« Français-immigrés, solidarité », « Non aux agressions racistes et fascistes »... La manifestation s'avance, venant du lycée, dans la rue principale de Chelles, parcourue de mots d'ordre, en rangs serrés sous la pluie. Beaucoup de jeunes bien sûr, mais aussi des familles d'immigrés, des parents d'élèves, des professeurs : plus de 1 500 personnes peut-être. Un succès, qu'une heure avant, la ma-

nifestation, n'espérait pas. Les jeunes qui ont pris les choses en main au lycée et dont l'un d'eux, avant la dispersion devant la gare (peu avant 19 heures), exprime avec vigueur la révolte et la détermination face à l'agression (agression, jeudi dernier, par un groupe d'individus masqués et arrivés contre les jeunes immigrés, à la sortie de leur école).



Avec lui et trois de ses camarades, dont un fut le témoin direct de l'agression, nous nous retrouvons au café. Ils font partie du petit groupe d'élèves actifs, sensibles à tout, tel qu'il se perpétue tout en se renouvelant un peu chaque année, depuis longtemps déjà, dans ce lycée de Chelles.

Entre activités, le journal (mais, « il manque bien du temps pour le faire »). Marie Laure est déléguée au Conseil d'établissement (elle l'était, car elle vient de démissionner : « on ne peut rien y faire »). Tous bien connus de leurs camarades.

UNE MOBILISATION RAPIDE ET LARGE

« L'acte touchait personnellement tous les jeunes, ça s'était passé devant la cité scolaire ». Il n'y avait pas besoin de longue préparation pour organiser une assemblée générale le vendredi matin. Toutefois, « c'était important que l'un de nous ait été témoin. Les victimes n'auraient peut-être pas parlé ». Eric, après avoir vu l'agression, une fois rentré chez lui, avec l'aide de sa mère, téléphone au MRAP, aux parents d'élèves, aux syndicats, aux organes d'information. Le vendredi matin, il fait part aux copains de ses démarches. L'assemblée générale a de quoi débattre.

Les professeurs aussi ont pris le relais. L'après-midi, élèves et professeurs rédigent ensemble un projet de tract qui sera approuvé le

soir par plus de 20 organisations réunies, aussitôt tiré, avec appel à la manifestation pour le lundi, et diffusé durant le week-end, par les organisations, par des lycéens individuellement, aux marchés, à la gare, partout. L'assemblée générale du lundi, à 10 h 15 au lycée, s'attache à résoudre les problèmes concrets pour la manifestation (nombre de cars nécessaires pour ceux qui veulent revenir après au lycée, répartition des banderoles à faire...).

On apprend alors que l'agression a été revendiquée par un soi-disant comité de défense des Français de Chelles-Les Coudreaux qui de plus menace de faire sauter la manifestation en trois endroits (c'est ce qu'indique le communiqué envoyé à l'AFP). Deux autres mouvements ont semblé-t-il proféré aussi des menaces contre la manifestation.

L'après-midi, filles et garçons, Français et immigrés, font ensemble des banderoles, des chansons pour la manifestation (un texte de chanson est même ronéoté, mais la pluie en rendra impossible la diffusion) : « c'était très chouette, cette après-midi » dit l'un d'eux.

Et maintenant, les perspectives ?

« On va faire une assemblée générale demain pour rendre compte de tout ça, pour mettre les choses en place par rapport aux intimidations. Les menaces sur la manifestation, c'était de l'in-

timidation. Il ne faut pas se laisser faire ». Les menaces ont en effet dû en retenir plus d'un...

« Puis on va mener une campagne antiraciste, une réflexion approfondie sur ce sujet. Avec l'aide d'autres : par exemple le MRAP... On fera des articles dans le journal du lycée. »

SI EUX NE S'ARRETTENT PAS, ON NE S'ARRETERA PAS

« Pour l'enquête : on veut que les coupables soient pris et jugés. De ce côté là, on n'a pas trop d'espérance. Peut-être qu'on pourrait se mobiliser avec la population pour mener l'enquête. »

En fait, on se prépare au cas où ça se reproduirait. On n'est pas disposé à s'arrêter. Il faut que ces gens là le sachent. Si eux ne s'arrêtent pas, on ne s'arrêtera pas non plus. On fera tout pour s'opposer à leurs actes, on ne lâchera pas prise. »

Un professeur est venu s'installer à notre table. « Il faut que les professeurs voient bien l'importance de leur rôle. Moi, si je n'avais pas vu Nuit et Brouillard, je n'aurais peut-être pas compris. L'inertie des gens alors, c'est un terrible contre exemple. On mesure là l'importance de l'histoire. On sait où ça va si on laisse faire. »

On discute ensuite du racisme, des agressions racistes qui se multiplient, de la politique gouvernementale, du chômage, de la délinquance, des facteurs qui

créent un terrain favorable au racisme.

A Chelles même, une nuit, des immigrés ont fait du stock-car avec des voitures volées (les flics ont même dit que le fameux comité de défense, ça devait s'être fait après ça). Le quartier des Coudreaux où étaient, il n'y pas si longtemps, enfermés comme dans un ghetto les immigrés a une réputation persistante et entretenue de quartier dangereux. Nombreux dans la région, les immigrés le sont aussi dans les écoles, et il y a parfois des frictions. Avec en plus l'ambiance générale actuelle, Chelles et son lycée pouvaient apparaître comme un terrain favorable. « C'est en tablant sur tout cela que les fascistes ont sans doute frappé au lycée de Chelles. »

Autant de raisons pour que la riposte soit ferme et déterminée. Mais il faut en même temps mener campagne pour comprendre et faire comprendre.

« Dans ce sens, le service qu'ils nous rendent, c'est qu'on ne peut pas approuver leur acte. Donc, ça permet de démontrer et de dénoncer le racisme. »

Ce sera le dernier mot. Il est temps de rentrer, ne serait-ce que pour rassurer les parents qui ne savent peut-être pas que tout s'est bien passé, et aussi pour se préparer à la suite.

Gilles CARPENTIER

Les pollueurs frappent à nouveau la Bretagne



Suite de la Une

Dès l'annonce de l'emploi de « détergents » (pudiquement appelés dispersants), les marins-pêcheurs CGT du comité des pêches du quartier maritime de Morlaix ont vivement protesté, affirmant avoir constaté : « La migration de certaines espèces et le maintien en profondeur de nappes jetées il y a deux ans, qui n'ont toujours pas été assimilées par le milieu marin ». Interrogeant le pouvoir : « A-t-on jamais proposé quelque chose de nouveau en matière de lutte contre la pollution ? » Le but poursuivi par l'utilisation de ces dispersants (qui sont eux-mêmes des produits extraits du pétrole raffiné) est d'ordre psychologique : en n'envoyant par le fond la pollution et en la rendant invisible à l'administration veut calmer la colère populaire. Cette ligne de conduite aboutit à multiplier la pollution de manière très pernicieuse : les particules

de pétrole disparaissent de la surface mais continuent leur voyage sous marin, semant la mort sur leur passage et aboutissant finalement sur les côtes. Notons au passage que l'utilisation de ces détergents fabriqués notamment par BP et Shell, permettent de fabuleux profits.

« MAZOUTES AUJOURD'HUI RADIOACTIFS DEMAIN »

Tel était le slogan favori des manifestations de masse, mi-avril, mai 1978 à Brest et ailleurs, contre les capitalistes et le pouvoir à leur solde. Comment ne pas faire le lien aujourd'hui avec la lutte de Plogoff ? Comment faire confiance à ceux qui, à coups de gardes-mobiles et de CRS, veulent imposer une centrale nucléaire alors qu'ils sont incapables d'assurer la sécurité des transports pétroliers ?

CORRESPONDANT

Des précédents

- 18 mars 1967 : le Torrey Canyon se brise, déversant 123 000 tonnes de pétrole, dont 30 000 atteindront les côtes nord de la Bretagne.
 - 24 janvier 1976 : Ouessant fut souillé par plusieurs centaines de tonnes échappées de l'Olympic Bravery.
 - 15 octobre 1976 : Il faudra presque un an pour pomper le mazout contenu dans l'épave du Bohien et pour nettoyer la côte de l'île de Sein (ce pétrolier transportait 9 000 tonnes de brut vénézuélien).
 - 17 mars 1978 : Echouage de l'Amoco Cadiz devant Portsall. 220 000 tonnes sont répandues en mer. Cette catastrophe fut la plus grande du genre jusqu'à l'éruption d'un puits de pétrole en plein golfe du Mexique.
- Ajoutons à cela le Gino, qui a sombré au large de la Bretagne le 28 avril 1979. C'est 40 000 tonnes d'un produit pétrolier très nocif pour la flore et la faune, et plus lourd que l'eau qui continuent à se répandre tranquillement au fond de la mer, tandis que l'administration se croise les bras.

Maroc

Parmi les nombreux prisonniers politiques au Maroc, 33 d'entre eux étaient détenus à Meknes depuis trois ans sans procès, sous prétexte qu'ils appartiendraient à une organisation illégale.

Après avoir mené une grève de la faim, la Cour d'appel vient enfin de prononcer un non-lieu les concernant. 48 autres sont envoyés devant un tribunal correctionnel. 92 arrêtés en mai et juin 1977, sont toujours « en cours d'instruction ».

Cap-Sizun : une semaine qui s'annonce riche en événements

Cette dernière semaine d'enquête bidon, les capistes sont décidés à la marquer comme elle le mérite. Jeudi a lieu à Quimper le procès des quatre capistes accusés d'avoir sévèrement rossé un garde mobile. Pour vendredi, dernier jour de l'enquête, les Plogoffistes ont décidé une apothéose. Dimanche un fest-deiz aura lieu à la pointe du Raz et le lendemain, lundi, reprendra le procès des neuf interpellés aux affrontements de 5 heures. Les deux inculpés laissés en liberté ont entamé une grève de la faim dans la cathédrale de Quimper.

La semaine passée, les communes voisines de Plogoff se sont lancées dans la lutte, comme à Saint Guénolé où, à 6 h tous les soirs une centaine d'habitants interdisent l'entrée de la colonie de vacances aux gardes mobiles. Le jeudi 5, le convoi militaire prit un chemin détourné et vendredi il ne vint pas du tout, ...quant aux fenêtres de la colonie, elles n'ont plus de carreaux en représailles à la violence des flics exercée à Saint-Guénolé. Vendredi à Plogoff une dizaine de cocktails molotov firent reculer les flics. Samedi midi c'est à la grenade offensive que les paras durent se dégager après 20 minutes de combat avec des milliers de manifestants. A Saint-Guénolé, après des manifestations d'hostilité à leur présence, des jets de pierres sur leurs locaux et la demande de leur retrait par la municipalité, les gardes-mobiles ont définitivement quitté la colonie des goélands. Ils avaient pourtant

prévu de ne partir que le 15 mars.

APRES CEUX DE QUIMPER, LES AVOCATS DU BARREAU DE NANTES APPELLENT A LA GREVE

La suspension de Maître Choucq, défenseur des inculpés de Plogoff a soulevé une unanime protestation chez les avocats bretons. Yann Choucq a été condamné à 10 jours de suspension professionnelle pour avoir dit devant le tribunal «j'ose croire que ce n'est pas le lien de parenté de l'un des auteurs avec un membre du parquet qui lui a valu cette mise en liberté».

Mesure exceptionnelle qui révèle la nervosité et l'impuissance d'une justice aux ordres dépassée par les événements. Une autre preuve de cette nervosité était révélée le même soir lorsque sur ordre du procureur, les

CRS chargèrent dans les couloirs du tribunal lui-même. Outre une cinquantaine de plogoffistes, Maître Mignard, avocat de la défense, quelques journalistes et même un policier en civil seront durement frappés par de lourdes brutes casquées. Les avocats avaient préparé une manifestation devant le ministère de la Justice ce mardi 11 mars.

UNE SOLIDARITE AVEC PLOGOFF QUI GRANDIT CHAQUE JOUR

Il ne se passe désormais de jour que l'on ne trouve de prise de position contre la centrale de Plogoff et contre l'occupation policière : après les déclarations de Garaudy à la mairie de Plogoff, paraît une liste de nouveaux comités de soutien. Landeda, Brest, l'annonce de réunions publiques d'information, de matchs de foot de solidarité aux détenus, de communiqués intersyndicaux (laboratoire de biologie marine du collège de France, enseignants du SNI, du SGEN etc. et de l'Amicale laïque du grand Quimper).

Quatre associations de protection de la nature appellent toutes les personnalités et élus à proposer au conseil général du Finistère et au conseil régional un délai de réflexion de cinq ans en matière d'électro nucléaire. L'UD-CFDT du Finistère dénonce ensuite EDF qui «manipule les travaux scientifiques parfois avec la complicité des directions d'organismes scientifiques». Suit une prise de position moins attendue, celle de «l'assemblée générale des médecins et personnels de santé du Cap», qui à l'issue d'une réunion à Pont-Croix décide officiellement de rentrer dans la lutte en arguant : «Le nucléaire ce n'est certainement rien de propre pour que EDF et les pouvoirs publics éprouvent ainsi tant le besoin de mentir de truquer, de tronquer à son propos».

«...Nous avons une responsabilité considérable à assumer dans ce débat. Demain, si nous sommes au 1er rang, des manifestants à Plogoff, peut-être cessera-t-on alors de prendre les capistes pour des guignols et des quantités négligeables. Peut-être aussi me dira-t-on plus que dans le Cap c'est un groupe de gauchistes qui assume la révolte».

«...Nous avons une responsabilité considérable à assumer dans ce débat. Demain, si nous sommes au 1er rang, des manifestants à Plogoff, peut-être cessera-t-on alors de prendre les capistes pour des guignols et des quantités négligeables. Peut-être aussi me dira-t-on plus que dans le Cap c'est un groupe de gauchistes qui assume la révolte».



Violences policières jusque dans les couloirs du tribunal de Quimper.

CORRESPONDANT

politique

Fin du voyage présidentiel au Moyen-Orient

Les contrats-mirages de Giscard

Au cours de son voyage au Proche-Orient, Giscard a d'abord cherché à renforcer les liens politiques de la France avec les pays producteurs de pétrole, à en assurer surtout la stabilité. Les préoccupations économiques ont été rangées par force au second plan : pas question pour la France de faire une percée économique dans une région où Britanniques, Américains, Allemands, et Japonais se taillent la part du lion. Giscard n'a guère plus d'atouts pour vendre des «idées» que pour acheter le pétrole à meilleur prix. Néanmoins, comme à chaque voyage dans les pays du tiers-monde, le gouvernement faisait croire à la perspective de contacts magnifiques pour les industriels français. Le bilan des accords conclus montre que le renforcement de la présence économique de l'impérialisme français dans les Etats du Golfe, tient surtout du mirage.

Bien que le pétrole figure au premier rang des soucis du gouvernement français, les conversations en la matière n'ont pas donné de grands résultats. Deux chiffres pour mesurer ce souci : Koweït, Bahrein, Qatar et les Emirats arabes unis fournissent 14,4 % de l'approvisionnement français en pétrole, et l'Arabie Saoudite avec ses 34 % (40 millions de tonnes par an), méritait bien un détour, d'autant que Giscard devait demander lundi à Ryad la fourniture supplémentaire de 2 millions de tonnes. Quant aux résultats, Giscard a dû se contenter de quelques assurances quant à la «sécurité et la stabilité de l'approvisionnement de la France».

Au Koweït, le ministre de l'industrie, Giraud, a signé un accord faisant

des sociétés Total et Elf des acheteurs directs de pétrole. Le Koweït envisageant de réduire d'un quart sa production, cet accord ne fera que limiter la diminution de l'approvisionnement français. L'autre «assurance» apportée à Giscard, a été apportée par l'Etat des Emirats arabes unis qui a promis de garantir à la France «toutes les fournitures pétrolières dont elle a besoin». Mais, là encore aucun engagement formel n'a été obtenu.

PLUS DE PROMESSES QUE DE CONTRATS

Second volet des discussions économiques, la négociation des contrats industriels n'a pas non plus donné de grands résultats. Parlant des accords koweïtiens, Giscard les a qualifiés d'«exemplaires» : en

plus de celui portant sur les approvisionnements pétroliers, un accord de coopération industrielle pour la recherche pétrolière, la pétrochimie et le raffinage. Concrètement, une usine de méthanol et d'urée sera construite en France, associant les capitaux koweïtiens à ceux (51 %) du trust CDF-Chimie. Mais que valent les exemples s'ils ne sont pas suivis ?

La COGEMA, filiale de CEA, n'a pas obtenu la participation du Koweït à ses projets. Les ventes de quatre air-bus et de turbines à gaz n'ont pas été réalisées.

Dans les trois autres zones du Golfe, avec lesquelles des contrats ont été conclus, les «retombées industrielles» n'ont pas été plus abondantes. A Bahrein, trois accords ont été signés dans les domaines de l'électricité (aide à la modernisation de la production), du tourisme, et de la jeunesse. Les négociations pour l'installation d'une usine d'ammoniac/urée et pour la vente de centraux téléphoniques ou de matériel aéronautique n'ont pas abouti.

A Qatar, Technip reste en compétition avec les Japonais pour la construction d'une raffinerie. CDF-Chimie a obtenu du naphta pour alimenter son usine de Dunkerque, mais pas de crédits pour doubler la capa-

lité de cette dernière. Giraud n'a signé qu'un accord sur l'énergie solaire et la recherche pour la lutte contre la pollution.

Enfin à Abou-Dhabi, capitale des Emirats arabes unis, Giscard a signé 6 accords. Là encore très en retrait des espérances des industriels français. Pour l'essentiel, il s'agit de contrats de formation (créations à Abou-Dhabi d'un

institut d'études pétrolières, d'un institut de recherche en énergie solaire, échange et formation de personnels médicaux), de la construction en commun d'un centre local destiné à la surveillance des structures pétrolières en mer et de coopération agricole.

Les autres projets (coopération en matière d'énergie nucléaire, fourniture d'un centre de télévision,

usines pétrochimiques, travaux publics) restent dans les cartons.

La faible portée des accords économiques conclus, traduit bien la faiblesse des positions françaises au Moyen-Orient et contraste fortement avec l'image prestigieuse dont la presse aux ordres a bien voulu parer la diplomatie giscardienne.

D. DELORME

Histoire d'une manipulation

L'Humanité a raison : la manipulation de l'information est une pratique méprisante, qui ne fait pas honneur aux journalistes qui l'utilisent. Il est vrai que les rédacteurs du journal du PCF savent de quoi ils parlent, comme le prouve cet exemple, mineur certes, mais cependant révélateur.

Le vendredi 29 février, en page 37, dans la demi-page des «annonces classées» (et payées), Le Matin publie l'annonce suivante : «Epine Noire, société de protection de la nature, Ardennes, cherche permanent durée indéterminée pour animer campagne antinucléaire région Givet (enquête utilité publique). Sérieuses références militantes exigées».

Capacité de synthèse scientifique, facilité de contact et d'expression dans les débats publics. Ecrire à (...).

Que lit-on dans L'Humanité du 10 mars, en page 6, sous le titre «Plogoff : Le Matin cherche des militants anti-nucléaires».

«Annonce parue dans Le Matin du 29 février : cherche permanent durée indéterminée pour animer campagne antinucléaire région Givet (enquête utilité publique). Sérieuses références exigées (...). Le journal socialiste prépare, on le voit, une longue bataille contre la création en Bretagne des moyens énergétiques nécessaires au développement économique de la région».

Mais les «militants» manquent...»

Voilà, le tour est joué. Du fait — la recherche par une société de protection de la nature des Ardennes d'un animateur antinucléaire —, on passe à sa manipulation : le «journal socialiste» (autant dire le PS) embauche des «permanents» (autant dire des agitateurs) pour s'opposer à la création de moyens énergétiques en Bretagne.

Wolinski publie chaque semaine à la une de L'Humanité-Dimanche une bande dessinée intitulée ironiquement «ça, c'est du journalisme». On sait maintenant où il puise son inspiration.

N.D.

Orléans

Restructuration dans la construction : la SNCI à l'index

Dans notre édition de mardi dernier, nous faisons état de graves menaces qui pesaient sur l'emploi à la SNCI (Société Nouvelle de Constructions Industrialisées).

Vendredi dernier, une conférence de presse était organisée par le syndicat CGT de la SNCI de Chevilly (près d'Orléans).

Le 25 février, le patron annonce qu'il ne peut plus assurer les salaires, les 128 travailleurs cessent le travail et occupent la boîte. La société serait en déficit alors que peu de temps auparavant, c'est un bénéfice qui était déclaré !

La société serait-elle en difficulté ? En y regardant de plus près, on s'aperçoit bien vite que le problème n'est pas là. De quelques centaines de salariés à sa création en 1971, la SNCI en compte actuellement 2 500.

Elle comprend 25 sociétés, dont certaines à l'étranger, 17 usines, 800 entreprises sous-traitent pour elle. C'est 6 000 travailleurs qui dépendent de la SNCI.

En janvier 1979, la SNCI prend Barbot en main (charpentes métalliques) par 80 % des actions. Elle en profite pour éliminer 9 filiales. Ce mariage sera favorisé par les pouvoirs pu-

blics qui feront cadeau de 16 millions de francs.

Par l'intermédiaire de cette fusion, le chiffre d'affaires passe de 550 à 772 millions ; pour 1983, c'est un milliard qui est prévu !

En janvier 1979, la SPIE de Batignolles prend 20 % des actions dans la SNCI. Le groupe Empain qui compte déjà 15 sociétés dans le secteur de la construction dont 7 à l'étranger, va par la SPIE, dépendant à 70 % du groupe Empain, prendre pied dans la SNCI. La CBS (charpentes lourdes travaillant pour le nucléaire) s'intègre dans la SNCI, étant déjà une filiale de la SPIE-Batignolles. Voilà donc constitué le premier groupe français de charpentes métalliques.

La SNCI est financée par la BCT (Banque de Construction Travaux publics). Celle-ci refuse de faire face aux échéances si le capital n'est pas augmenté. Em-

pin qui détient également des actions dans la BCT refuse ! Cette situation entraînera le dépôt de bilan refusé vendredi dernier par le tribunal de commerce de la Seine, qui donne trois mois à la société pour établir un plan de redressement.

Assainir, redresser, restructurer égalent plus de profit pour le patronat, des licenciements pour les travailleurs.

Les travailleurs de Chevilly, le syndicat CGT entendent ce que cela peut vouloir dire.

Empain risque d'éliminer la sous-traitance de la SNCI reprendre ses marchés, une partie du secteur commercial tout en supprimant les bureaux d'études et licenciés dans les usines.

Depuis quinze jours, les travailleurs occupent leur

usine et ne sont pas prêts à se laisser faire. Mercredi 15, ils occupaient la chambre patronale du Loiret et se sont fait virer par les flics, seule réponse que l'on sait faire aux travailleurs aujourd'hui.

Le 7 mars, les travailleurs de l'ensemble du groupe manifestaient à Paris. Ce qu'ils veulent c'est rester 128 et à Chevilly, qu'on leur paie leurs jours non payés, le maintien des avantages acquis qui risquent d'être remis en cause.

Non, ils n'accepteront pas de faire les frais des restructurations dans leur secteur, comme ils le disaient lors de la conférence de presse « il n'y a que par la lutte que nous gagnerons ».

Marc POULAIN

Montpellier : plusieurs entreprises en grève

Super Monoprix : cela fait trois semaines maintenant que la grève a démarré à Super-M et presque autant pour Monoprix. Nous avons parlé dans notre quotidien du soutien apporté aux grévistes, de leurs efforts pour étendre la grève tant sur le plan local que national. Une des préoccupations des travailleurs est d'organiser les piquets de grève de telle sorte qu'ils soient efficaces au maximum. Ainsi, à l'initiative des travailleurs, des roulements sont mis en place dans le but de couvrir largement les horaires d'ouverture du magasin (essentiellement Super-M, Monoprix étant maintenu fermé par le patron) et expliquer la lutte aux rares clients récalcitrants. En effet, beaucoup de grévistes se trouvaient présents devant le magasin, le matin et puis le nombre s'amenuisait et le soir peu de travailleurs étaient présents. Par le truchement des roulements, on peut pallier à cela.

De permettre à tous les employés de se rencontrer ; le travail, les horaires différents, le nombre des travailleurs ne permettent pas à tous de se connaître. Les roulements peuvent aussi favoriser les contacts.

- De tenir compte des différentes situations familiales et des possibilités de chacun.

Une initiative qui permettra encore une meilleure résistance aux attaques patronales.

Entreprise Genin : le patron a déposé son bilan et les 70 ouvriers de Génin (travaux publics) qui pour

certaines ont 20 ou 25 ans d'ancienneté sont jetés à la rue (voir quotidien précédent). Rien pourtant ne laissait présager cette fermeture. Des chantiers sont en cours et il y a du travail pour de nombreux mois à venir. En fait un dépôt de bilan qui cacherait une restructuration comme cela s'est déjà produit pour de nombreuses entreprises du bâtiment sur la région...

Pour riposter et sauver leurs emplois, les ouvriers occupent le siège social de l'entreprise.

Les éboueurs en grève : depuis jeudi 6 mars, les éboueurs de Montpellier sont en grève. Cette grève est lancée par les deux syndicats CGT et FO de l'entreprise suivi par la quasi totalité du personnel. Ils demandent :

- la réévaluation de la grille des salaires en fonction de l'ancienneté ;
- l'augmentation de la prime de transport ;
- des containers pour les ordures des hôpitaux, qui peuvent être cause d'accidents pour les éboueurs (seringues, matériel divers...).

D'autre part, comme le soulignaient les travailleurs et les délégués au cours de notre conversation, la gêne causée à la population de Montpellier - le non ramassage des ordures - n'est pas du fait des travailleurs mais bien du patron qui refuse leurs justes revendications. Pour information, ajoutons que son chiffre d'affaire est de 2 milliards.

Corresp. MONTPELLIER

Défendre nos moyens de lutte

Dans le lot quotidien des attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs, il s'en est trouvé une - juste à la fin de la semaine dernière - qui n'a pas soulevé d'énormes vagues de protestation. Et pourtant, elle est d'une extrême gravité et mérite qu'on y revienne pour en dénoncer avec force le caractère scandaleux : un tribunal d'instance - celui de Lunéville (dans la Meurthe-et-Moselle) - a condamné le syndicat CGT de l'usine Trailor à payer plus de 30 millions à 155 personnes, membres du personnel de l'usine qui avaient porté plainte collectivement contre lui.

En mai-juin 1979, une grève se déclenche à l'usine Trailor de Lunéville. Par deux fois, les CRS expulsent les grévistes des locaux. Toutefois, la combativité est payante. La direction doit concéder des augmentations de salaire non négligeables. C'est à la suite de cette lutte que des individus ont recueilli des signatures dans le but de porter plainte contre le syndicat CGT de l'usine, coupable avec les grévistes, d'avoir empêché des personnes de travailler et de leur avoir ainsi provoqué un manque à gagner estimé à plus de 2 000 F par tête de pipe. Les sbires de la direction sont parvenus péniblement à réunir 259 signatures sur 1 500 personnes employées par Trailor. Puis 104 d'entre elles se désolidarisent de cette grossière machination. La volonté de revanche des patrons de Trailor ne fait ici aucun doute. De même que ses manœuvres pour « monter » la CSL-CFT dans l'usine.

Ainsi, la vindicte patronale ne connaît plus de bornes sous ce régime. Les militants « descendus » par dizaines après les grèves ou dans le cours de leur préparation, les cascades de sanctions, de mutations, les pluies d'avertissements... Tout cela est devenu terriblement banal ; pour un peu, on s'y habituerait. Il y en a tellement que les journaux n'en parlent plus guère ; de crainte sans doute de rabâcher. De plus en plus fort : à la SNIAS de Saint-Nazaire, la direction prétendait faire signer à chaque ouvrier un engagement écrit à ne pas faire grève pour pouvoir pénétrer dans les ateliers. A Trailor, les grévistes - à travers le syndicat CGT - devraient payer le salaire des non grévistes. Jusqu'où iront-ils ? Du côté des tribunaux, pas de problèmes, l'essentiel des magistrats ont parfaitement compris ce qu'en haut lieu on attend d'eux dans la période.

Une remarque que tout le monde ne semble pas avoir faite : la bourgeoisie à la répression sélective. Elle réprime beaucoup plus durement quand ça lui fait mal ou quand ça lui fait peur. A travers les militants CGT ou CFDT, à travers les organisations qui sont attaquées, ce sont les moyens de lutte des travailleurs qui sont visés. A la SNIAS, ou à Trailor, c'est la combativité, l'originalité des formes de luttes, la détermination des grévistes à aller jusqu'au bout que les capitalistes veulent déconsidérer en essayant de montrer que tôt ou tard cette attitude « se retourne contre ses auteurs ».

Le pouvoir est évidemment l'instigateur de cette politique de répression. Le sinistre personnage venu qui fait office de premier ministre l'a maintes fois répété depuis qu'il hante les couloirs de l'hôtel Matignon : il n'aime pas les porteurs de banderoles ni les revendications. Consigne est donnée de frapper de plus en plus fort sur tous ceux qui ne se contentent pas des discours, veulent lutter de manière efficace contre ce pouvoir extrêmement oppressif.

A Trailor comme hier à la SNIAS, c'est très directement le droit de grève qui est attaqué. Faut-il souligner l'importance capitale de l'enjeu ? Non, nous ne nous laisserons pas baillonner par les Giscard-Barre. Nous dénoncerons et combattrons fermement et par tous les moyens les attaques contre les droits des travailleurs.

Gérard PRIVAT

Non aux expulsions au foyer ADEF de Pontoise

Depuis maintenant deux ans, le foyer ADEF de Pontoise est en grève des loyers. Malgré la répression qui s'est abattue sur l'ensemble des foyers et la démobilisation qui a suivi, les résidents du foyer tiennent bon. Ils répondent du tac au tac à la société ADEF. Ainsi, en accord avec le maire RPR de Pontoise, l'ADEF disait que le comité de résidents n'était pas représentatif. Les résidents ont répondu et ont montré leur détermination. Le comité de résidents a organisé le 9 février, des élections, sous le contrôle de l'ADEF, de la mairie et du consulat d'Algérie. Résultat : le même comité de résidents a été reconduit à une écrasante majorité.

Cette mobilisation certes importante à l'intérieur du foyer, ne suffit pas. Car, une échéance arrive : celle de la fermeture du foyer. En effet, sur ordonnance du tribunal de grande instance de Pontoise, le foyer doit fermer ses portes pour le 15 mars prochain pour « cause économique ». Il faut créer un rapport de force obligeant l'ADEF et le pouvoir à reculer. Un collectif s'est constitué pour soutenir la lutte. Il regroupe actuellement PS, PSU, LCR, PCML, CNL (Fédération du Val-d'Oise des locataires). Le comité de résidents et le collectif appellent tous les travailleurs et leurs organisations syndicales à participer à la journée portes ouvertes qu'ils organisent le samedi 15 mars au foyer ADEF, 75-76 avenue du Général Schmidt à Pontoise, de 14 à 20 heures.

Les travailleurs turcs sans papiers de Clermont-Ferrand disent « Kazanacagiz » (« Nous vaincrons »)

Onze ouvriers turcs du bâtiment, tous syndiqués CFDT, sans papiers comme leur camarades de la confection de la région parisienne, ont entamé depuis le mercredi 5 mars, une grève de la faim au centre Diocésain de Clermont-Ferrand.

Cette lutte des travailleurs turcs de Clermont-Ferrand revêt une grande importance car elle montre un développement de la lutte en province. Des sans papiers, il y en a dans toute la France, et pas seulement dans la confection. Il faut faire en sorte que ce soit la situation de l'ensemble des travailleurs sans papiers en France qui soit réglée et pas seulement quelques dizaines comme le proposait Stolér.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevot
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
Société Générale 200 208 66

Les réactions israéliennes aux déclarations de Giscard sur l'OLP : Le bourreau de Deir-Yassin nommé ministre des Affaires étrangères

La publication du communiqué commun franco-jordanien indiquant que toutes les parties intéressées doivent «être associées aux négociations, notamment le peuple palestinien, ce qui implique la participation de l'Organisation de Libération de la Palestine...», a suscité des réactions similaires aux déclarations précédentes. L'OLP l'a salué comme «un nouveau pas positif», en souhaitant qu'il soit suivi «d'une reconnaissance officielle de la part de la France, ce qui n'est pas encore le cas, et d'une proclamation du droit des Palestiniens à un Etat indépendant».

Du côté sioniste, on ne peut se résigner à voir les droits du peuple palestinien enfin reconnus. Le communiqué du porte-parole du ministre des Affaires étrangères indique : «Nous disons non à l'autodétermination des Palestiniens et non à l'OLP comme interlocuteur d'Israël». Mais l'essentiel de la réponse israélienne se reflète dans le choix de Begin pour la nomination du ministre des Affaires étrangères. En effet, c'est Itzhak Shamir qui hérite de ce poste. Un rapide coup d'œil dans le passé de cet individu permet d'y voir plus clair

dans les nouvelles orientations de la politique étrangère israélienne. Itzhak Shamir s'est illustré comme son collègue Begin dans la célèbre organisation terroriste Stern, responsable de l'attentat de l'hôtel du roi David à Jérusalem, pire, dans le massacre du village Deir-Yassin où des dizaines de femmes et d'enfants palestiniens furent assassinés.

Mais son palmarès ne s'arrête pas là, à partir de 1955, il devient agent des services secrets israéliens, le Mossad, en Europe occidentale. Plus récemment, lors du vote sur les accords de Camp David à la Knesset, il s'est distingué en s'abstenant. Son hostilité au traité israélo-égyptien réside dans son refus d'abandonner les colonies de peuplement au Sinaï. C'est donc un fervent partisan de la politique expansionniste qui se trouve à la tête de la politique étrangère israélienne. Au moment où Israël se trouve de plus en plus isolée sur la scène internationale, les dirigeants sionistes choisissent de s'enfoncer un peu plus dans leur intransigence et courent ainsi à leur perte !

Frank ROUSSEL

Irlande du Nord

Manifestation de femmes en faveur des prisonnières républicaines



L'oppression quotidienne pour les femmes d'Irlande du Nord, c'est surtout les vexations et les brimades de l'armée britannique, qui peuvent parfois aller jusqu'à l'arrestation, la prison et la torture.

La journée internationale des femmes a été placée en Irlande sous le signe du soutien aux républicaines emprisonnées. Pour la deuxième année consécutive, des centaines de femmes sont venues de toute l'Irlande, ainsi que des principales villes d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles, pour manifester devant la prison d'Armagh en Irlande du Nord. C'est dans cette prison de femmes que les détenues républicaines observent actuellement une grève de l'hygiène pour protester contre leurs conditions de détention. Aux mots d'ordre des manifestantes, les prisonnières ont répondu en frappant sur la porte de leurs cellules, l'une d'entre elles a même réussi à agiter une couverture à travers les barreaux de la prison. Organisée par le mouvement *Women against imperialism* et soutenue par la commission aux affaires féminines du Sim Fein provisoire, créée lors de son récent congrès (cf QdP du 4 mars 1980). Cette manifestation constitue un succès important et témoigne de la part de plus en plus importante que prennent les femmes dans la lutte de libération nationale.

Erythréens en France : le droit au statut de réfugié politique

Qu'en est-il donc des principes de «la France terre d'asile» dont se vante tant le pouvoir ?

Nafi Kurdi a expliqué les raisons pour lesquelles les réfugiés érythréens ont quitté leur pays : «Depuis 1950 alors que le droit à l'indépendance de l'Erythrée est reconnu par l'ONU, celle-ci le viole en imposant une fédération fictive avec l'Éthiopie. Depuis le début de sa lutte de libération nationale (septembre 1961), 200 000 civils érythréens (sur quatre millions d'habi-

tants) sont réfugiés soit dans les pays voisins et surtout au Soudan (300 000), soit à l'intérieur dans les zones libérées.

Depuis le 18 novembre 1978, où l'URSS intervient pour la première fois massivement : 15 000 tués ou blessés, 100 000 enfants et vieillards ont cherché refuge dans les montagnes». Très peu viennent jusqu'en France, moins d'une centaine.

Mais le gouvernement français fait le silence devant cette tragédie. «Combien de cadavres faut-il ? C'est «incompréhensible et

incohérent», déclarait lundi Claude Bourdet, président du Comité de soutien.

Pire, aujourd'hui à ceux qui demandent le statut de réfugié politique il leur est répondu qu'«il n'y a pas de preuves suffisantes qu'ils sont menacés dans leur vie, pas de preuves écrites qu'ils sont persécutés !»

D'autre part, ils veulent être reconnus pour ce qu'ils sont : des Erythréens et non des Éthiopiens. D'ailleurs dans les pays scandinaves, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, ils ont le statut de réfugiés politiques ERY-

TRENS, mais pas en France.

S'ils n'obtiennent pas le statut de réfugié politique, ils n'auront pas le renouvellement de leur carte de séjour. Comme tous les «sans-papiers» ils seront à la merci des expulsions, de l'arbitraire policier renforcé par la loi Bonnet.

Le Comité de soutien, avec d'autres organisations, va dans les prochains jours faire une démarche au quai d'Orsay.

Claude LEBRUN

Elections au Parlement basque

Victoire des nationalistes

On a moins voté dimanche au Pays-Basque que lors du référendum sur l'autonomie. Dans les 3 provinces concernées par l'élection des députés du parlement basque, on relève un taux d'abstention supérieur à 40 %.

Le PNV (Parti Nationaliste Basque), arrive nettement en tête de ses élections : il occupera 25 sièges sur 60 que comptera le parlement

basque. Mais le score réalisé par les deux autres formations se réclamant du nationalisme basque est loin d'être négligeable. La coalition Herri Batasuna (proche d'ETA militaire) avec près de 17 % des voix remporte 11 sièges, qu'elle n'occupera pas ayant refusé toute participation parlementaire. Fait notable, les suffrages des banlieues ouvrières de Bilbao se sont réparties également entre le PNV et Herri Batasuna. La coalition Eus-

kadiko Eskerra («gauche basque», proche d'ETA politico-militaire), avec six sièges, progresse elle aussi, bien que dans une moindre mesure que Herri Batasuna. Le PNV qui dispose donc de la majorité absolue (vu le retrait des 11 députés d'Herri Batasuna). Grands perdants de ces élections les partis nationaux : le PSOE n'obtient que 9 sièges, et surtout l'UCD, parti gouvernemental qui réalise un score encore inférieur (six sièges). L'UCD

ne réunit que 7 % des voix au Guipuzcoa et 6 % en Biscaye (soit 3 fois moins qu'aux municipales d'avril 1979 !). Le PNV avec ou sans l'appui de la coalition Euskadiko Eskerra, devrait désormais se trouver en position pour exiger du gouvernement espagnol qu'il applique le statut d'autonomie approuvé par le référendum du 25 octobre dernier.

Frank ROUSSEL

Comores : grèves et répression

Depuis l'été dernier, des luttes revendicatives se sont développées aux Comores. Elles ont touché principalement à ce moment-là la jeunesse patriotique, ainsi que la répression qui s'en est suivie.

Depuis le début février 1980, divers mouvements sociaux agitent le pays :

1) Grève le 1er février des ouvriers du bois de Shongo Dunda à Ngazidja, employés par la Société Anonyme de la Grande Co-

more (SAGC). Les revendications portent sur une indemnisation des accidentés du travail et sur une retraite vieillesse.

2) Grève des instituteurs depuis le 13 février. Les revendications concernent le droit à s'organiser en syndicat, mais aussi touchent les salaires : les instituteurs revendiquent l'application des barèmes du ministère des Affaires sociales, à savoir 30 000 F CFA (600 FF).

3) Grève des lycéens de

Moroni depuis le 17 février 1980, grève déclenchée, suite d'une nourriture défectueuse (les sardines servies en février 1980, alors que leur date limite expirait en octobre 1979). Le mouvement lycéen semble s'élargir aux autres établissements : lycée de Mutsamudu et les collèges de Mitsamiouli et Fombouni. La base fondamentale du mouvement : le droit de créer des structures syndicales autonomes.*

Le gouvernement d'Ah-

med Abdellah organise le lock-out sur les luttes des ouvriers du bois et des instituteurs, pensant les faire plier avec le temps et concentre ses coups sur les lycéens. Ce secteur est connu aux Comores par ses luttes héroïques et c'est contre lui que le gouvernement lance «une grande opération d'intimidation par l'organisation rapide d'un procès à huis clos le 26 février 1980 et condamne 8 lycéens de 6 à 15 mois d'emprisonnement, suite d'une hystérique et antieune à la radio pendant qu'un silence absolu est observé sur Moustoifa et l'autre patriote isolés à Vwadjou.

Au total, le régime d'Ahmed Abdellah tente ici une opération grossière tendant à centrer l'attention de l'opinion sur la jeunesse scolarisée («turbulente et jamais satisfaite», l'indexer et l'isoler des autres couches sociales pour mieux la réprimer. Ainsi, espère-t-il pouvoir avoir les coudees franches pour fapper tous les révolutionnaires et patriotes actifs en les taxant d'être derrière le mouvement lycéen.»*

C. L.

* D'après un communiqué récent de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores.

Sakharov sur l'URSS :

«Difficultés internes» et «desseins impérialistes»

Interviewé pour la première fois, depuis son éloignement à Gorki, Andréï Sakharov dresse un tableau de la situation de l'opposition en URSS, des difficultés économiques que traverse le pays, il exprime également sa vision de la situation internationale. S'exprimant à propos de la dissidence il déclare notamment : «Les années 1980 annoncent de sérieuses difficultés. Exploitant l'aggravation de la situation internationale, les autorités ten-

tent d'éliminer toute velléité d'opposition, à Moscou comme en province». (...) «Les persécutions religieuses se sont intensifiées, le nombre d'autorisations pour émigrer s'est réduit sensiblement, les persécutions contre les Tatars de Crimée ont augmenté».

De la situation économique, Sakharov donne la description suivante : «Notre pays fait face à de sérieuses difficultés économiques.

Parmi celles-ci, il faut citer : les défauts d'approvisionnement, particulièrement de nourriture, le manque de main d'œuvre industrielle et rurale, la détérioration de la discipline dans le travail, l'augmentation de l'alcoolisme, le manque de fuel et de nombreuses autres matières premières, le faible essor de la productivité, le déclin des investissements, les pertes importantes dues au gaspillage et aux erreurs de planification, et les défaillances du service public.

Ecoles parisiennes : 112 fermetures prévues

Les écoles parisiennes sont en grève depuis plus d'une semaine, et le mouvement n'a cessé de s'élargir. Il devrait connaître un temps fort lundi et mardi, suite à l'appel lancé par le SNI-PEGC qui s'est décidé tardivement à soutenir un mouvement parti de la base.

Il y avait longtemps que les instituteurs n'avaient pas connu un tel mouvement. Cette fois-ci, ce qui surprend,

c'est la détermination et le dynamisme d'une grève à laquelle se joignent de nombreux parents.

En témoigne cette manifestation de 500 personnes qui a parcouru les rues du 20^e arrondissement de Paris samedi 8 mars. Nous en avons profité pour interviewer une institutrice de ce quartier.

Correspondant Paris (20^e)

Interview d'une institutrice en grève

► Comment la grève a-t-elle démarré ?

Il faut d'abord préciser que nous avons appris la fermeture des 112 classes sur Paris juste avant les vacances de février. Si les syndicats déclaraient qu'il «fallait agir sur la carte scolaire», ils en restaient aux déclarations mais ne proposaient rien concrètement, si ce n'est le recensement école par école des situations prévues pour la rentrée 1980.

C'est sur le XVIII^e arrondissement qu'un Collectif maternel, regroupant 17 écoles sur 19, a décidé une grève reconductible à partir du 26 février. Plusieurs écoles du centre de Paris les ont rejoints peu de temps après.

A la suite de la journée de grève du 28 février lancée par le SGEN-CFDT, d'autres écoles sont entrées en lutte. Tout d'abord le XIX^e et le XX^e, puis le XI^e et le XIII^e.

Le mouvement n'a cessé de s'amplifier toute la semaine dernière, puisque le nombre de grévistes est passé de 500 à 1 075 jeudi. La plupart des arrondissements sont touchés.

► Comment êtes-vous organisés ?

La grève est partie des enseignants et des parents. Nous nous réunissons chaque matin en assemblée générale d'arrondissement pour prendre les décisions de reconduction de la grève, et de popularisation de la lutte. Puis l'après-midi les délégués de l'assemblée gé-

nérale, élus le matin par arrondissement, se retrouvent au niveau parisien pour se coordonner ; cela ne se fait pas sans mal car nous avons le souci permanent qu'aucune décision n'échappe aux grévistes tandis que certains voudraient imposer leurs propres mots d'ordre.

► Et les syndicats ?

Nous leur avons dès le début envoyé des délégations pour qu'ils s'engagent davantage car de nombreux collègues hésitaient encore à faire grève sans un mot d'ordre des syndicats.

Le SGEN-CFDT a répondu rapidement puisque dès le 4 mars il a appelé à la grève reconductible sur la base des assemblées générales d'arrondissement. Quant au SNI, ce n'est que devant la vigueur du mouvement qu'il a finalement appelé à la grève de lundi et mardi, dont on peut attendre qu'elle sera massivement suivie.

► Comment expliquer cette vague de fond, dans un milieu qu'on n'a pas l'habitude de voir en grève ?

L'attaque gouvernementale est de taille : c'est la première fois depuis la guerre, que des postes d'instituts sont supprimés : 1 000 au niveau national dont 57 pour Paris. Ces postes sont supprimés sous prétexte d'une baisse de la natalité alors que chaque jour nous vivons dans des classes surchargées. Cela fait longtemps que nous de-

mandons que les effectifs soient abaissés à 25 enfants par classe. Par exemple, depuis la rentrée 1979, nous avons limité les effectifs à 30 élèves dans les classes maternelles et ceci malgré de nombreuses sanctions administratives notamment en province. C'est que nous rencontrons de nombreuses difficultés dans notre travail :

Comment prendre en charge les enfants «à problèmes» ? Comment poursuivre des expériences pédagogiques intéressantes avec 35 élèves dans une classe ? Sans parler des listes d'attente qui empêchent chaque année la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans.

Pendant longtemps les gros effectifs ont été justifiés par le manque de locaux et d'enseignants. Maintenant les locaux sont disponibles dans les écoles. Des enseignants sont au chômage. Une fois de plus on entend un discours qui est contredit aussitôt par les actes. La politique d'austérité se fait sur le dos des enfants qui sont les premiers à souffrir des surcharges dans les classes. Et puis il y a toutes les institutrices qui attendent d'être titularisées et celles qui ne le seront jamais !

► Quelles actions envisagez-vous ?

Depuis le début de la grève nous avons multiplié les actions.

D'abord pour consolider le mouvement nous cherchons à y associer le maximum de parents et à sensibiliser la

population. De nombreuses assemblées parents/enseignants se sont tenues dans les écoles. Dans le XX^e nous avons ainsi pris la décision d'organiser une manifestation à la mairie afin d'être reçus par les députés de l'arrondissement. De nombreux parents avaient répondu à l'appel. Ailleurs des parents sont allés sur les marchés pour faire signer avec les enseignants la pétition contre les fermetures. La Fédération Cornec a appelé à la grève scolaire lundi 10 et mardi 11 mars en demandant aux parents de ne pas envoyer leurs enfants en classe.

Cette unité la plus large est nécessaire si nous voulons faire reculer le ministère qui jusqu'à maintenant fait la sourde oreille.

► Un mouvement d'ampleur nationale vous paraît-il nécessaire ?

Cela dépend. Si le mouvement à Paris est très fort, ils peuvent très bien revenir sur certaines fermetures. Mais dans ce cas là on retrouvera les fermetures ailleurs. Donc il vaudrait mieux que le rapport de force soit national. D'ailleurs des luttes s'engagent aussi en province. Mais à la limite, c'est toute l'éducation nationale qui est touchée par cette politique. D'ailleurs les directions syndicales ont prévu une journée nationale d'action le 20 mars. Mais les journées d'action de 24 h sont rejetées par la plupart des enseignants aujourd'hui. Maintenant, construire un rapport de force national, c'est autre chose !

Aix-en-Provence

Lock-out à l'institut pour étudiants étrangers (UER de droit)

Dans le cadre de la semaine d'action nationale, à l'appel du SGEN, du SNESup, de l'ANEVES (Association d'enseignants vacataires), les enseignants des centres de Grenoble, Besançon, Pau, Nice et Aix-en-Provence, sont en grève depuis le 3 mars pour demander l'intégration et la titularisation des hors statuts et vacataires. A Aix, la situation des hors statuts est particulièrement mauvaise : non seulement leur disparition pure et simple est prévue pour 1983 (décret du 20 septembre 1978), mais ils ont vu leur salaire amputé de 20 %. En effet, mensualisés sur neuf mois, puis payés à l'heure effective, ils touchent maintenant 1 400 F par mois pour 15 heures de cours par semaine. Affaire juteuse que cet institut quand on sait que les

800 étudiants étrangers paient 1 600 F d'inscription par semestre.

A ce mouvement, Mme Debbasch, la directrice, femme d'un conseiller de Giscard, réplique par le lock-out : les grévistes se voient interdire l'entrée de l'institut par les vigiles. Elle refuse de recevoir une délégation de grévistes, par lettres personnelles, elle fait pression sur les étudiants. Elle fait du chantage sur leur permis de séjour. Malgré cela, 9 vacataires sur 11 sont en grève et sont soutenus par les étudiants. Ils appellent à la solidarité pour obtenir : un salaire décent, la reconnaissance de leur qualification, une couverture sociale, la garantie de l'emploi.

Correspondant AIX-en-PROVENCE

Communiqué

«L'Humanité Rouge» bimensuel No 72 organe central du Parti communiste marxiste-léniniste vient de paraître.

Au sommaire (entre autre) :
- Un dossier sur la lutte des travailleurs de la Thomson CSF et la situation dans le groupe.

- Plusieurs articles sur une des questions cruciales de l'heure, la défense des libertés.

- Une interview de Mme Ieng Thirith, ministre des Affaires sociales du gouvernement du Kampuchea Démocratique : «Nouvelle politique stratégique pour le gouvernement du Kampuchea».

- Et toutes nos rubriques habituelles.

Passez vos commandes : L'Humanité Rouge, BP 201, 75926 Paris cedex 19.

La Faucille No 95 est parue.

Au sommaire :
- Congrès de la SNFM
- Campagne en faveur des Corses emprisonnés
- Prix agricoles 1980-1981 : Refus unanime
- La FGA-CFDT et la loi d'orientation
- La SAFER en Languedoc-Roussillon

Passez vos commandes : La Faucille, BP 201, 75926 Paris cedex 19.

Tarifs abonnements : Un an : 30 F, 6 mois : 15 F
CCP La Faucille : 24 991 02 W Paris

Pétition pour l'abrogation de la circulaire Beullac

Lors de la rencontre nationale des lycées et LEP qui s'était tenue à Paris les 1^{er} et 2 mars 1980, les participants avaient décidé - parmi d'autres propositions - de lancer une pétition nationale contre les stages Beullac, en voici le texte.

Par ailleurs, les lycées et LEP de la région parisienne qui avaient participé à cette rencontre appellent à une coordination des lycées et LEP de la région parisienne pour examiner l'écho rencontré par ces propositions et pour préparer le cortège lycéen à la manifestation des étudiants contre les expulsions d'étudiants immigrés le 14 mars à Paris (Pour les lycées, rendez-vous à 15 heures, Métro Gare du Nord).

«La pétition ci-dessous s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale prise en main par les élèves dans les lycées et les LEP. Nous appelons également les enseignants, les travailleurs, les parents et tous ceux qui soutiennent notre lutte à la signer et à la faire signer.

Notre objectif est de publier cette pétition dans la presse nationale pour montrer l'ampleur et la permanence du refus des stages Beullac. Nous vous demandons de collecter de l'ar-

gent auprès des signataires pour financer cette publication.»

Adressez les pétitions remplies à l'adresse suivante : Laurent Doulsan, 13 rue Delescluze, 93000 Bobigny. Permanences téléphoniques (où le No de CCP sera communiqué) : tous les mercredis et samedis de 17 h à 19 h, au 16 (1) 508 82 87.

Voici le texte de la pétition :

«Nous exigeons l'abrogation de la circulaire Beullac qui instaure les stages en entreprise pour les élèves de LEP :

- parce que ces stages, loin d'apporter une formation complémentaire de celle du LEP, fourniront une main-d'œuvre gratuite au patronat.

- parce que ces stages auront bien souvent lieu dans des branches différentes de celles que les élèves préparent.

- parce que ces stages visent à inculquer aux élèves l'idéologie patronale afin de leur apprendre à devenir des ouvriers dociles.

- parce que ces stages qui durent dix semaines par an réduisent d'un tiers la durée de l'enseignement général, déjà très insuffisant dans les LEP, et que les programmes d'examens restent les mêmes sans tenir compte de ce handicap.»

CHR de Lille

Les infirmières de la promotion 1980 occupent les locaux de la direction

La semaine dernière, une quarantaine d'infirmières diplômées de la promotion 1980, ont manifesté dans les locaux de l'administration du CHR à l'appel de la CGT. Elles entendaient protester contre la situation qui leur est faite :

- Cette année, le CHR n'offrira que 140 postes, alors que près de 500 nouvelles infirmières viennent de sortir nanties du diplôme d'Etat des écoles de formation de l'agglomération.

Ces 140 postes correspondent au contingent des infirmières boursières de la dernière promotion. Seulement, ce sont pour une lar-

ge part des postes d'auxiliaires, et non de stagiaires, comme par le passé. Ils n'offrent donc aucune sécurité d'emploi... Ce qui ne saurait satisfaire les infirmières concernées qui sont allées le dire hier à M. Duquoc, chef du personnel. Lequel malgré son refus initial de les recevoir en bloc, dû céder après deux heures d'occupation de la direction générale.

Si sur le point de l'embauche comme stagiaire, les représentants de la direction ont rejeté la demande, se référant aux décisions ministérielles de restriction budgétaire, les infirmières ont

obtenues que en cas d'embauches dans d'autres établissements que le CHR, elles ne devront pas rembourser le coût de leur contrat (18 infirmières sont déjà dans ce cas).

C'est un acquis mais la lutte continue :

- Pour l'augmentation des postes (la CGT du CHR estime nécessaire la création de 1 100 postes, surtout depuis l'ouverture du nouvel hôpital cardiologique).

- Pour l'embauche des infirmières comme stagiaires.

Correspondant LILLE

DANS KABOUL OCCUPEE

Le témoignage d'Alain MINGAM, reporter de l'agence Gamma

Suite de nos deux dernières éditions

Alain Mingam, avait effectué son premier séjour dans une zone d'Afghanistan contrôlée par les moudjahidines, en avril 1979. C'était dans la province du Paktia et dans celle du Kunnar — aujourd'hui soumise à une intense offensive soviétique — où il s'était rendu en passant clandestinement la frontière, à partir du Pakistan. Voici quelques jours, Alain Mingam, et Thierry Campion, de l'Associated Press, ont réalisé une « première » : ils sont les premiers journalistes occidentaux à avoir atteint, à partir de Kaboul même, une zone pla-

cée sous le contrôle des « moudjahidines », une zone située à à peine 70 kilomètres de la capitale, et relativement éloignée du Pakistan. Cette expérience témoigne bien de la fragilité de la situation du gouvernement de Kaboul, et de la profondeur de la « rébellion ».

Poursuivant ici son témoignage sur l'attente de la population de Kaboul — « les moudjahidines approchent », entend-on dire dans la capitale — Alain Mingam relatera à partir de demain son expérience dans la zone « rebelle ».

L'ATTENTE DU PRINTEMPS

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

D'après un témoignage que j'ai reçu de Kaboul, depuis mon retour, il était extraordinaire de voir comment sur tous les toits, à partir de 8 heures du soir, les gens n'arrêtaient pas de prier, et de scander « Allah Akbar ! » (« Allah est grand ! »). Jusqu'à 11 heures du soir, c'est-à-dire l'heure du couvre-feu, toute la population de Kaboul était ainsi perchée sur les toits, et priait. Dans Kaboul, toutes lumières éteintes, avec l'écho des montagnes qui étreignent la capitale, c'était quelque chose de très émouvant. Il a donc fallu l'intervention de l'armée afghane, dans un premier temps, et ensuite des Soviétiques, avec blindés et hélicoptères — surtout hélicoptères — pour mettre un terme à cette manifestation, qui était attendue par les gens de Kaboul. Vraiment, tous les gens, à chaque fois qu'on parlait avec eux, disaient : « Vous allez voir, au printemps ». En fait, c'est arrivé avant le printemps, et je crois que, maintenant la population, après cette démonstration de force qui a été la sienne, va croire encore plus qu'avant, dans la possibilité, au printemps, d'une attaque généralisée des rebelles. Et je crois que la population leur apportera encore davantage son soutien.

LE POINT DE VUE DES ETUDIANTS

► *Au cours de ton séjour à Kaboul, tu a eu des contacts avec les étudiants. Quelle est leur position ?*

Dans les facultés, on dit que 2 000 étudiants seraient pro-gouvernementaux, et que les 7 ou 8 000 autres seraient favorables au mouvement rebelle. Malgré la situation, il semble qu'à l'intérieur même des facultés, il y ait des discussions assez intéressantes qui se déroulent entre les étudiants. Ce qui est certain, comme l'indique le recoupement de divers témoignages, c'est que la majorité d'entre eux, à défaut de passer à l'action, sont de cœur avec les mouvements basés à Peshawar (Pakistan). Ça c'est sûr. J'ai eu également l'occasion de discuter avec des étudiants qui étaient favorables au régime, et qui, eux, soulignaient, au contraire, que jusqu'à présent, le fasciste Amin, comme ils l'appellent, avait causé un tort profond à la révolution, qu'à l'heure actuelle, l'étape était décisive, car il fallait corriger les erreurs énormes d'Amin. Ces étudiants estiment que, dès que la population aura compris les « corrections » que veulent faire le président actuel et les soviétiques, elle leur apportera davantage son soutien, alors que jus-

qu'ici, elle n'a pas pu comprendre le véritable sens de la révolution, qui a été détournée par Amin.

Mais, je crois que là-dessus, en général, la réaction des étudiants, comme celle des autres catégories de la population, est très claire. Lorsqu'on leur pose la question de savoir si, oui ou non, demain, un changement pourrait attirer leurs sympathies, ils répondent que, de toutes façons, quel que soit le changement qui intervient, en présence des soviétiques, il ne vaut pas. Ils disent que tant qu'il y aura des soviétiques, tout ce qu'il peut y avoir comme changement, y compris au niveau du gouvernement, n'aura aucune raison d'être, et ne changera rien au problème ; ils considèrent que, depuis le début, Taraki comme Amin, et maintenant Karmal selon leurs propres termes, sont des « pantins manipulés par les soviétiques ».

« CHANGEMENTS » ?

► *Parmi les « changements » annoncés par Karmal, figure la libération des prisonniers, qu'en est-il ?*

C'est vrai que du temps d'Amin, il y a eu une répression féroce. On a eu par exemple le témoignage d'une femme qui est membre du comité central du parti au pouvoir, et qui a raconté les tortures atroces dont elle a été la victime. Il y a le grand nombre d'assassinats qui ont été perpétrés sous Amin, c'est vrai. Mais, comme les afghans le font remarquer, cela existait également avant, sous Taraki, et ça continue d'exister à l'heure actuelle. Il faut tout de même rappeler que s'il y a eu des libérations effectives de prisonniers, il semble bien que des chûtes, par exemple, notamment des Hazaras, soient encore en nombre en prison, et que de toutes façons la police politique qui existait sous Amin, continue à faire son « travail » et à surveiller énormément la population. Nous autres, journalistes, qui étions astreints au couvre-feu comme la population, nous entendions la nuit, des rafales plus ou moins sporadiques, et d'après ce que disent les gens, cela correspond à des rafles dans les quartiers, on dit que ce sont parfois des familles entières qui disparaissent.

La nuit, il se passe beaucoup de choses, que ce soit sur le plan de la répression, ou que ce soit au niveau de l'action des rebelles. Mais, il est très difficile d'aller le vérifier. Il est toujours difficile de savoir quand il s'agit de tirs des soviétiques postés



L'hiver afghan : les blindés soviétiques se déplacent sans trop de difficultés sur les routes enneigées. Ici, près de la route Kaboul — Jalalabad — tandis que les pistes annexes, plus sûres pour les moudjahidin, sont complètement recouvertes de neige.

aux principaux carrefours de la ville, et qui tirent systématiquement passé 23 heures, et quand il s'agit d'attaques isolées. Sur ce dernier point, le seul témoignage précis que j'ai pu avoir, c'est lorsqu'il y a à peu près un mois, deux tireurs isolés ont fait feu sur un Russe qui était en train de faire ses courses, près d'un petit marché, sur la route qui mène à l'hôtel Intercontinental. Aussitôt après, nous avons vu débarquer des soldats soviétiques en nombre, environ une cinquantaine, qui ont commencé à ratisser tout le quartier dans lequel, semble-t-il, les tireurs avaient trouvé refuge. La seule chose que j'ai pu voir alors, parce que nous étions tenus à distance par les soldats, c'est l'arrivée d'une ambulance soviétique. Kaboul est pleine de rumeurs d'actes semblables qui se passent la nuit, mais pour un étranger, bien sûr, il est toujours difficile de vérifier, et c'est parfois au bout d'une semaine de recoupements qu'on peut s'assurer de leur authenticité.

LE HANDICAP DE LA NEIGE

► *L'attente du printemps, dans la population, à quoi cela tient-il ?*

Cela tient à plusieurs raisons. Et ce n'est pas tout d'ordre climatique. Il semble bien que dans la tradition afghane, cette saison soit importante, car il s'est passé beaucoup de choses au printemps, les guerres d'indépendance menées contre les Anglais, l'ont été la plupart du temps, au printemps.

Mais, la question du climat a son importance. Il faut penser qu'à Kaboul, pendant que nous y étions, nous avons essuyé quatre tempêtes de neige, avec une couche de 60 à 80 centimètres dans les rues de la capitale. La population, dans son ensemble, souffre énormément du froid, étant donné les conditions misérables qui sont les siennes. Découvrir Kaboul sous la neige peut représenter un charme exotique pour des touristes mais, pour la population, c'est vraiment vécu comme un handicap majeur. Handicap dans Kaboul même, dont les rues doivent être déenneigées par des centaines de cantonniers municipaux, mais où les intempéries n'ont cependant pas empêché la population de se masser pour manifester contre le gouvernement. Handicap en-dehors de Kaboul : les seuls moyens de transport qui circulent facilement sont les blindés. Encore que, sur la route du Nord, qui relie la capitale à l'URSS, d'énormes convois soviétiques ont eu, semble-t-il, des problèmes de circulation très importants, en raison de la neige. Mais, ce ne sont pas eux les plus gênés.

Il est évident que toutes les pistes clandestines que les rebelles peuvent avoir aménagées, sont complètement bloquées par

la neige. Raymond Depardon, de Magnum, premier reporter à être allé dans les zones rebelles en Afghanistan, en novembre 1978, moi-même, lorsque j'y suis allé en avril 1979, nous avons constaté, en marchant dans la neige avec les rebelles, entre 3 et 4 000 mètres d'altitude, combien cela était éprouvant, avec les nombreux passages qu'on ne pouvait pas emprunter parce qu'il y avait encore, sur leur parcours, jusqu'à 3 mètres de neige. Donc, pour la circulation des hommes, comme des armes ou des marchandises, c'est un handicap majeur.

Ce handicap, la population le sent bien, c'est pour ça qu'elle attend, c'est pour ça que les gens disent : « Au printemps, lorsqu'il n'y aura plus la neige, nous allons bien voir ce qui va se passer ». Il faut noter que la situation est un peu différente selon les régions. En effet, toute la zone au nord de Kaboul est enneigée, mais quand on descend vers le sud, au-dessous de Kaboul, dans les vallées du Paktia, du Kunnar ou du Nouristan, c'est différent, et c'est pour ça d'ailleurs que c'est là qu'il y a le plus de combats à l'heure actuelle, parce que le handicap de la neige ne joue pas.

Demain :
Sur la route de Jallalabad...